



Avec les Services Publics

EN GREVE ET AUX MANIFESTATIONS CE MARDI 6 AVRIL

Depuis un an, la crise sanitaire régit nos vies. Le gouvernement, pour endiguer l'épidémie, n'a eu de cesse de restreindre les libertés publiques, faire porter la responsabilité de la prolifération de la Covid sur chacun d'entre nous, et a encouragé, sans contraintes pour nos employeurs, le travail à domicile. **Nos vies ne peuvent se réduire à l'économie d'un pays et aux intérêts financiers des actionnaires.**

Depuis un an, les services publics et les organismes de protection sociale, particulièrement celui de la santé mais pas seulement, **ont démontré leur utilité au service de l'ensemble de la population.**

Depuis un an, Pôle emploi, qui n'a jamais cessé son activité, est en première ligne pour faire face à la crise sociale et économique aggravée par la pandémie.

Au-delà des encouragements, **la politique gouvernementale n'a nullement changé** - l'austérité contre les services publics et la destruction de notre protection sociale sont toujours d'actualité.

En dépit de la prise en charge par Pôle emploi du coût des 2150 recrutés (1650 CDD et 500 titularisations) en septembre 2020, du transfert au budget de Pôle emploi d'une grande partie des agents en CSP et l'octroi de quelques primes (dont la calamiteuse « Prime » Covid), **l'arrêté des comptes pour 2020**, présenté au Conseil d'Administration le 10 mars 2021, **se traduit par un excédent de 144,6 millions d'euros !**

Les Négociations Annuelles Obligatoires sur l'évolution salariale des agents de Pôle emploi de droit privé s'ouvrent le 7 avril 2021 entre la Direction Générale et les organisations syndicales représentatives. Pour la CGT Pôle emploi, il est hors de questions, que les NAO 2021 se terminent comme celles de 2020, par l'octroi d'une Prime, avalisée par la CFDT, CFTC, CGC, SNAP et SNU de 400€ bruts (dont les agents publics attendent toujours la couleur).

Une augmentation générale des salaires et des traitements s'impose maintenant !

L'évolution de la valeur du point pour les agents de droit privé étant liée (d'après la Direction Générale) à l'augmentation du point d'indice dans la Fonction Publique, **c'est aux côtés de l'ensemble du Service Public que nous réussissons à imposer cette revalorisation.**

Le recrutement massif et successif d'agents en CDD et le recours abusif aux collègues en Service Civique ne seraient être la réponse aux besoins des usagers alors que la crise économique, loin d'être conjoncturelle, va durer plusieurs années ; que nos missions vont s'intensifier en lien avec l'augmentation du chômage ; que nos conditions de travail vont se détériorer au regard des conditions d'indemnisation des travailleurs privés d'emploi prévues le 1^{er} juillet.

L'exercice de nos missions exige la titularisation des agents en CDD et le recrutement d'agents titulaires à la hauteur des besoins pour l'ensemble de nos métiers.

Ce 6 avril, les organisations syndicales de la Fonction Publique, CGT - Fédération Autonome - FSU - Solidaires - appellent l'ensemble des agents des Services Publics à un vaste mouvement pour exiger l'augmentation des salaires et traitements, le développement de l'emploi, le respect de nos missions.

A la veille des négociations annuelles obligatoires, les agents de Pôle emploi ont toute leur place dans cette mobilisation. Un préavis de grève a été déposé par la CGT pour toute la Fonction Publique.

La CGT Pôle emploi s'inscrit dans cette journée de mobilisation pour exiger :

- **la titularisation des agents en CDD et le recrutement d'agents en CDI ;**
- **Une augmentation générale des salaires et des traitements pour toutes et tous.**

LA CGT POLE EMPLOI INVITE L'ENSEMBLE DES AGENTS A ETRE EN GREVE CE 6 AVRIL ET A PARTICIPER MASSIVEMENT AUX MANIFESTATIONS.